

28 mai 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de son voyage au Canada, notamment sur les échanges commerciaux franco-canadiens et le protectionnisme, Toronto, jeudi 28 mai 1987.

Mesdames et messieurs,

- Je suis heureux de vous rencontrer ce soir à Toronto, à la fin ou presque à la fin du voyage que je viens d'effectuer au Canada. Vous en connaissez les étapes, Ottawa, le Québec en différents points, Gaspé, Québec, Montréal, la Saskatchewan. J'étais hier et ce matin dans cette ville et j'ai pu y voir les alentours.

- Aujourd'hui de nouveau en Ontario, et particulièrement à Toronto, que je retrouve après une dizaine d'années et que j'avais connu pour la première fois dans les années 1950. Je vois donc les transformations et les progrès de cette puissante et belle ville. Je souhaite, mesdames et messieurs, que nous puissions en l'espace de vingt-cinq minutes traiter des quelques problèmes qui vous intéressent car nous avons épuisé, j'imagine, beaucoup de sujets lors de la conférence de presse que j'ai tenue hier à Montréal. Alors, si vous voulez bien commencer. Quelles sont celles et ceux d'entre vous qui souhaitent me poser des questions en m'indiquant au nom de quel organe de presse ils s'expriment.\

QUESTION.- Vous avez fait hier le bilan des relations entre la France et le Québec, entre la France et le Canada. Il y a des fonctionnaires canadiens qui pensent que ces relations sont très prometteuses, que la France pourrait devenir, à moyen terme, l'un des partenaires commerciaux le plus important du Canada en Europe, sinon le plus important. Est-ce que vous partagez cet optimisme ?

- LE PRESIDENT.- Je crois qu'on part d'un niveau assez bas, et qu'il est facile d'espérer atteindre des niveaux supérieurs. Je pense aussi qu'il doit être possible d'atteindre ce point de réussite qui ferait du Canada et de la France deux partenaires parmi les plus importants, soit pour les importations, soit pour les exportations, et de parvenir à un certain point d'équilibre. C'est tout à fait souhaitable et étant donné l'ancienneté et la -nature même de nos relations avec le Canada - et aussi, un certain nombre de ses états et particulièrement le Québec - je considère que c'est politiquement et culturellement, et en même temps qu'économiquement tout à fait souhaitable.\

QUESTION.- Ce matin, vous avez rencontré des francoslovaques qui vous ont dit, je pense, leur désespoir d'être, la difficulté de survivre. Au moment même où vous vous êtes présenté à Regina, le gouvernement de la Saskatchewan - et en ce moment même - est en train de protester la juridiction des francoslovaques pour gérer leurs écoles. Je pense qu'ils vous ont dit leur mal d'être et vous ont demandé un appui, peut-être d'une façon différente de ce que le Général de Gaulle avait fait il y a 20 ans pour le Québec mais ils nous ont dit ce matin qu'ils voudraient de vous un coup d'éclat. Est-ce que vous êtes prêt...

- LE PRESIDENT.- Je les ai reçus ce matin, j'ai reçu les représentants de quatre associations ou organismes différents, des personnalités très intéressantes qui se passionnent pour la culture française et pour la langue, qui représentent évidemment des groupes minoritaires, et très minoritaires, qui ont pu préserver leurs propres traditions.

- J'ai été très sensible à l'exposé qu'ils m'ont fait de leur situation. Je ne les ai pas sentis à ce

point pessimistes, j'ai d'ailleurs remarqué que devant compter sur eux-mêmes, ils avaient su à travers bientôt un siècle préserver leur culture dans un environnement qui ne s'y prêtait pas. Et après tout, ils m'ont donné une bonne leçon ! Ce sont ceux qui d'abord assurent les conditions de leur survie, qui survivent. Mais faisant appel à la France, dans le -cadre de la francophonie - en particulier ils ont la possibilité de ne pas rester étranger, de pouvoir être là lorsque le grand rendez-vous du mois de septembre sera tenu à Québec -. Et puis ils m'ont également fait -état de quelques problèmes particuliers mais fort importants dont celui dont vous venez de me parler.

- Je ne vous dirai pas tout le contenu de cette conversation, j'ai eu l'occasion de m'en entretenir avec les autorités de cet Etat, et je pense que ma visite pourra vraiment éclairer l'avenir, mais aussi l'avenir immédiat, ce qui va se passer dans les prochaines semaines.

- Quant à penser que ces collectivités, importantes pour nous Français, mais très réduites sur le - plan démographique par -rapport au développement de l'Etat de la Saskatchewan, je pense qu'on ne peut pas faire d'assimilation avec certaines situations voisines.\

QUESTION.- Votre voyage a-t-il transformé votre perception du pays, et si oui, est-ce que cela va changer les relations franco-canadiennes ?

- LE PRESIDENT.- Mais les relations franco-canadiennes - j'ai eu l'occasion de le dire hier - n'avaient pas besoin de ma visite pour être déjà de bonnes relations. Simplement, tout un mouvement se produit depuis vingt ans, qui avait trouvé une forme tout à fait bonne au cours des années précédentes. Mais je crois qu'une visite comme celle du chef de la France au Canada présente un tel caractère que cela vient cristalliser les progrès déjà accomplis et doit permettre de les accroître. Je peux donc vous répondre positivement : oui, je crois qu'aujourd'hui on doit être optimiste sur, non pas l'amélioration un peu sentimentale - ça va bien - mais sur la réalité, le volume des affaires, des échanges, et sur la compréhension du Canada et de la France sur la scène du monde.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que la présence en Ontario d'un demi million de Français ontariens et l'ouverture plus grande du gouvernement ontarien envers les services en français vont faciliter pour l'avenir les échanges culturels, touristiques et économiques avec la France ?

- LE PRESIDENT.- Je le crois et je l'espère. La vie de la francophonie et des Français proprement dits dans cet Etat est très active. On peut même dire considérable, au fond. La France qui aujourd'hui a un contact facile avec le gouvernement du Canada doit assurer un véritable relai à cette existence qui ne cherche pas à être autonome institutionnellement, qui cherche à demeurer et à s'affirmer en tant que culture propre.\

QUESTION.- Vous avez passé deux jours au Canada anglais, c'est bien court. Mais je me demande quelle est votre impression générale du Canada anglais ?

- LE PRESIDENT.- Pourquoi, vous trouvez que c'est court ? Mais vous vouliez que je m'installe !...? Je ne prétends pas avoir une impression qui puisse me permettre d'écrire quatorze livres sur le Canada...

- J'ai passé cinq jours et je vous prie de croire que ça a été assez difficile à trouver sur mon calendrier, il n'y a pas beaucoup de pays où je suis allé pendant cinq jours.. Je n'ai pas beaucoup la possibilité en tant que chef d'Etat. Lorsque je ne le serai plus, je viendrai plus longtemps, le cas échéant, pour suivre mes études et mieux connaître ce pays encore. Donc ce serait beaucoup de prétention de ma part de dire, j'ai mieux compris, ayant vu beaucoup de choses.. Je sais ce qu'est le Canada. Ce serait, je le crois, une vue un peu superficielle des choses mais moi, je crois à la puissance des images : d'abord, voir, voir... à partir de là, une pensée peut commencer à se former. Voir, voir les plaines du centre du Canada, voir ici, à Toronto, le surgissement de la ville, voir la beauté du Lac Ontario, voir notre cher Québec, le voir dans sa vitalité, ses paysages, retrouver la trace de toute histoire qui nous est commune, voir l'admirable Saint-Laurent. Je pourrais continuer mon énumération.. C'est déjà une perception que j'estime indispensable. L'expérience que j'ai des voyages me fait penser qu'on peut écrire un livre sur un pays quand on y a passé trois jours ou quand on y a vécu quarante ans. Dans l'intervalle, c'est imprudent.

- Il y a ensuite la connaissance des êtres, des personnes, des responsables, je suis certainement

mieux informé à compter du moment où j'ai pu avoir de longues conversations avec le chef du gouvernement du Canada, le gouvernement fédéral, avec le Premier ministre de l'Etat du Québec, et bien d'autres personnalités. Majorité et opposition, ils aiment la Saskatchewan. De la même façon en Ontario, au niveau de Toronto et la présence de M. le Premier ministre à mes côtés va me permettre d'approfondir nos conversations. Ces éléments là, cela vaut mieux que l'étude de n'importe quel dossier, voilà ce que je peux vous dire, étant entendu que les dossiers, il faut aussi les nourrir. Alors je m'exprimerai très modestement. Je ne connais pas autant qu'il le faudrait le Canada dans sa diversité, mais j'en ai une approche, une impression, une sensibilité qui peuvent largement contribuer à ma compréhension politique.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans vos conversations avec les leaders canadiens, vous avez déjà évoqué les problèmes de la pêche. Demain, vous serez chez les Français de Saint-Pierre et Miquelon, pour leur parler aussi de la pêche. On a l'impression que le conflit est assez sérieux. Est-ce que vous pensez qu'il faut vite le régler et qu'avec l'amélioration des relations, cela peut aller vite, justement.

- LE PRESIDENT.- Est-ce que vous m'avez écouté ? Alors vous voulez que je me répète ? A votre intention ? Parce que j'en ai parlé pratiquement dans tous mes discours publics. J'en ai parlé grâce à certains de vos confrères, hier, avec beaucoup de précision dans la conférence de presse, au point qu'on m'a dit - ou je crois avoir lu quelque part - qu'on m'avait jugé très sévère à l'égard du Canada sur ce point. Je le suis parce que je pense que lorsqu'une négociation est ouverte, lorsqu'on arrive à un certain point d'accord - comme c'était le cas au mois de février dernier -, on ne rompt pas les négociations par une décision unilatérale. Alors voilà, je dis ce que je pense. Je suis ici chez des amis, si je ne m'exprimais pas selon ma pensée, j'aurais bien peu d'estime pour eux. J'espère que cela se règlera. Et j'ai invoqué dans le discours public que j'ai prononcé à Ottawa le bon sens, mais j'ai invoqué aussi le droit. Il y a des organismes qui sont chargés de dire le droit, si l'on n'arrive pas entre nous à en décider. Mais j'espère qu'on y arrivera. Je m'en exprimerai aussi demain quand j'aurai vu nos compatriotes de Saint-Pierre et Miquelon. Il faut que je fasse le tour des choses avant de prononcer, à votre usage mais aussi à ceux de tous les journalistes et de mes compatriotes à Paris, une opinion définitive. Une opinion définitive sur les moyens d'aboutir. Sur le fond, c'est déjà mon opinion.\

QUESTION.- Vous avez parlé, pendant votre visite, du problème de protectionnisme, et la nécessité d'agir contre ce phénomène. Hier, en Saskatchewan, un fermier nous a dit, et peut-être vous a répété, je ne sais pas, qu'un fermier en France qui vend du blé reçoit douze dollars l'unité pendant que lui reçoit deux dollars et demi. En termes concrets, qu'est-ce que vous pouvez dire à ce fermier, qui peut lui donner espoir qu'avec l'action que vous préconisez, on peut voir un équilibre de subventions dans l'avenir ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, monsieur, j'entends tous les chiffres et selon le pays où je vais, celui qui s'exprime me parle comme s'il était la principale victime du protectionnisme. Cela m'a finalement donné une certaine philosophie de la chose. Ce qui est vrai, c'est que si la Communauté européenne, le Marché commun agricole, représente par définition un marché privilégié, ce n'est pas une zone de libre échange universelle, c'est la raison d'être même, l'une des raisons d'être, du Traité de Rome. Donc, il y a, en effet, une certaine protection. Mais le protectionnisme des Etats-Unis d'Amérique à l'égard de leurs agriculteurs est infiniment plus complaisant et ils font de la façon la plus brutale les différentes lois du marché.

- Je n'en dirais pas autant de la Saskatchewan. Mais ce qui est vrai, c'est qu'il y a des subventions et donc protectionnisme. Sans doute les autorités de cet Etat ont-elles le sentiment qu'il leur faut défendre, devant le protectionnisme des autres, leurs productions et leurs producteurs. Mais enfin il y a au moins trente mille dollars dans l'année qui sont accordés à chaque exploitation et au total il y a plusieurs dizaines de millions de dollars qui sont venus faire du protectionnisme. Nous en connaissons tous les chiffres. Je ne dis pas du tout que vos compatriotes soient à la tête du protectionnisme et ils en souffrent. Et j'ai pu moi-même approcher leur authenticité, leur sérieux, leurs capacités, j'ai beaucoup d'estime pour eux. Je pense qu'ils seraient parmi les bénéficiaires d'une trêve des protectionnismes. D'où l'importance d'aller négocier au sein du GATT, de la conférence internationale sur le commerce, pour en finir avec ces abus. Chacun doit y mettre du

conférence internationale sur le commerce, pour en finir avec ces abus. Chacun doit y mettre du sien. Et nul ne doit pouvoir échapper aux investigations. Pas simplement pour l'agriculture mais aussi pour l'industrie, pour les normes industrielles, pour le service et tout le reste. On ne peut pas demander à un pays, lorsque c'est un puissant producteur agricole, "renoncez aux protections dont vous estimez avoir besoin pour défendre vos concitoyens et votre économie" tandis que le pays qui lui fait cette recommandation chercherait à dominer le marché industriel ou les services par des subventions du même ordre.

- Le GATT, il est fait pour cela, c'est une expression que j'emploie souvent, les journalistes français me le pardonneront, il faut tout mettre sur la table. Bon alors à ce moment là, je suis sûr que votre fermier de la Saskatchewan se trouvera rassuré. J'ai pu constater qu'il souffrait et son sort m'intéresse, croyez-le. Tout autant que tout producteur qui travaille, et beaucoup, dans le monde.\

QUESTION.- J'aimerais revenir sur le Québec et vous poser une question qui, je crois, n'a pas encore été abordée lors de votre déjeuner de travail avec M. Bourassa hier matin, je crois. On nous a dit qu'il avait été question de beaucoup d'autres choses que du Sommet francophone et notamment de beaucoup de projets d'échanges commerciaux ou économiques ? Est-ce que c'est vrai d'une part et, si oui, est-ce que vous accepteriez de parler un peu de ce dont vous avez discuté ?

- LE PRESIDENT.- C'est vrai parce que dans les projets entre le Québec et la France qui relèvent, vous le savez, d'un statut particulier - selon le terme consacré mais réel, privilégié parce que cela est admis et parce que cela est normal - il n'y a pas, bien que cela soit un dossier capital, que la francophonie, la défense d'une culture et d'une langue. Il y a les échanges normaux entre cet Etat, le Québec, actif, puissant dans beaucoup de domaines, peuplé de créateurs, de travailleurs et de producteurs de premier ordre et la France. Alors, on parle d'autre chose. Il y a toute une série de domaines industriels, de technologies de pointe, de participation à certaines actions internationales comme Eureka, à des investissements français au Québec. Tout cela a été, je peux vous le confirmer, ébauché car nous nous sommes vus une heure. On ne peut pas approfondir tous les sujets mais suffisamment les évoquer au cours de la conversation entre M. Bourassa et moi-même, pendant le petit déjeuner. Les relations entre le Québec et la France sont globales, aucun domaine ne nous échappe.

- QUESTION.- Vous ne pouvez pas nous parler de sujets précis ?

- LE PRESIDENT.- Non, non, parce que nous allons tomber dans ce qui n'est pas, naturellement, des détails, mais dans des cas particuliers. Vous les connaissez d'ailleurs si vous me posez la question.\

QUESTION.- On nous a dit tout à l'heure que le Président de la Bourse de Toronto vous avait félicité pour les privatisations réalisées en France. Est-ce vrai parce que vous êtes le seul à avoir entendu cela et si c'est le cas est-ce que vous avez eu le temps de lui expliquer votre position personnelle sur le sujet ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas entendu, sans quoi, je l'aurais fait. Il y avait un peu de bruit autour.

- QUESTION.- Dans votre discussion très brève avec le Premier ministre de l'Ontario, est-ce qu'il vous a convaincu qu'il fallait abandonner le mot "champagne" pour le céder aux produits bien meilleurs qui sont faits dans cette province ?

- LE PRESIDENT.- Vous me désolerez, je croyais l'avoir convaincu du contraire. Cela ne dépend pas de lui, mais des tribunaux. Evitons les techniques, y compris commerciales, et parlons de choses simples. Il me semble que la Champagne, c'est en France et que cela fait déjà très longtemps que les viticulteurs de Champagne produisent un vin qui s'appelle comme cela. Disons qu'il y a un certain droit de propriété qui s'attache à cette réalité. Il faudra bien que les producteurs qui feront d'autres produits qui veulent ressembler au champagne, ce qui est flatteur pour le champagne, veuillent bien admettre que sur le -plan de l'honnêteté commerciale, il faut adopter d'autres méthodes.\

QUESTION.- Parlons d'échanges commerciaux qui s'étendent au-delà du Québec et de la France, relation privilégiée on le sait à tous les niveaux. J'ai un peu de peine à imaginer comment vous allez convaincre les hommes d'affaires français qui sont habitués à faire affaire avec Montréal,

avec des entreprises dont le siège social est à Montréal, de faire affaire avec des entreprises dont le siège social est à Toronto parce que, quand même, la capitale économique pour le moment du Canada, c'est Toronto ! La province économique la plus active c'est l'Ontario. Comment est-ce que les Français vont comprendre cela ?

- LE PRESIDENT.- Les Français, ils ont toute liberté d'aller à Montréal s'ils ont envie d'aller à Montréal, d'aller à Toronto s'ils ont envie d'aller à Toronto. C'est à eux de choisir. L'entreprise est tout à fait maîtresse des décisions de cette sorte, de sa stratégie, de sa façon de faire, de son implantation, de ses investissements. A chaque entrepreneur pour son propre compte d'estimer où il a avantage à s'installer. Je ne peux pas me prononcer au nom des entrepreneurs français.

- QUESTION.- Mais enfin, puisque l'on parle, puisque votre voyage est une sorte de symbole d'une augmentation des relations amicales, économiques et culturelles entre le Canada et la France, ce que je veux dire c'est que les Français ne semblent jamais réaliser qu'il y a des Français dont la langue maternelle est le français au-delà du Québec et, qu'en plus, faire des affaires c'est aller au-delà du Québec ?

- LE PRESIDENT.- Cela, je crois l'avoir compris et si je n'ai pas compris, ce serait fait maintenant. Ce que je peux vous dire, c'est que je n'ai pas dit à Montréal "n'allez pas à Toronto" et je ne vous dirai pas à Toronto "n'allez pas à Montréal". Cela, c'est la liberté. Si c'est par un manque d'informations, manque d'informations sur la vitalité de Toronto et de l'Ontario, les entrepreneurs français laisseraient échapper une chance de se mêler à la vie très puissante de cette région. Eh bien il faudra qu'ils l'apprennent ! Mais l'Etat, le Président de la République française, n'ont aucune injonction à leur donner.\

QUESTION.- Helsinki figure à votre programme cet été. Est-ce que vous pourriez nous dire, monsieur le Président quelle est votre position sur la Finlande en Europe ?

- LE PRESIDENT.- C'est un sujet qui m'intéresse beaucoup. Mais je vous avoue que je ne m'attendais pas à ce qu'il vienne ponctuer notre réunion de presse de cet après-midi. J'irai en Finlande, début juillet. J'irai rendre au Président finlandais la visite d'Etat qu'il m'a faite il y a déjà plusieurs années. Que puis-je vous dire sur la Finlande. C'est également un pays avec lequel nous entretenons de bonnes relations. C'est un pays courageux. C'est un peuple peu nombreux qui a réussi à survivre en dépit des multiples périls de l'histoire qu'il a connus, surtout pendant ce siècle. Donc, je le considère comme un peuple courageux, intéressant, qui a été capable de prendre une place importante dans de nombreux domaines, y compris dans le domaine de l'art. Que voulez-vous que je vous dise de plus ? C'est avec le sentiment que, là aussi, nous pouvons améliorer nos relations économiques. Il y a souvent une certaine timidité française à aller conquérir sur place des marchés. J'espère que mon voyage servira aussi à cela. Mais peut-être vouliez-vous me faire parler de considérations planétaires au sujet de la Finlande, des symboles qu'elle représente, d'ailleurs indûment ? Je ne sais pas, je ne peux pas imaginer tout le contenu de votre question, je m'arrête là.\

QUESTION.- Monsieur le Président, Ottawa fut en 1981, votre premier déplacement officiel à l'étranger pour les pays industrialisés `Sommet`...

- LE PRESIDENT.- J'ai mal compris votre question, excusez-moi.

- QUESTION.- Ce n'est pas tout à fait une question, je disais qu'Ottawa fut en 1981 votre premier déplacement officiel à l'étranger en tant que Président de la République...

- LE PRESIDENT.- Vous me demandez quoi, de rappeler un souvenir, quel a été mon premier voyage ?

- QUESTION.- C'est une anecdote pour situer le lieu et ensuite, parlant de cette conférence, vous aviez fait part de votre déception et vous aviez même indiqué que vous vous posiez la question de savoir s'il valait la peine de poursuivre ce genre de résultats.

- LE PRESIDENT.- Alors c'est un sujet plus général. Je veux bien traiter du sommet d'Ottawa. Remarque préliminaire, je suis d'abord très flatté que le moindre de mes propos soit recueilli aussi pieusement. J'espère que cela contribuera à faciliter la tâche des historiens, s'ils s'intéressent à cela. Sur le fond, je ne me souvenais pas de cet incident avec ce journaliste haïtien, mais le problème de ces conférences au Sommet, je l'ai évoqué très souvent. Je suis

heureux de m'y rendre, d'y représenter la France mais j'ai constaté précisément lors de cette première conférence de Montebello, j'ai constaté tout de suite que c'était en vérité un champ clos, comme une sorte de ring dans lequel les boxeurs étaient des pays alliés et amis mais où s'il s'agissait à tout -prix - sans doute pour la propagande - de distinguer un vainqueur et des vaincus. Bref que cette rencontre capitale entre les principaux dirigeants des sept principaux pays industriels du monde, risquait de devenir de simples opérations de politique intérieure. C'était une déformation qui n'était pas acceptable.

- Deuxième tentative, qui s'est affirmée depuis lors même si elle s'est atténuée au cours de ces trois dernières années, une sorte de volonté de décider, de trancher des affaires du monde, le cas échéant aux lieux et places des pays qui n'étaient pas présents, les pays du tiers monde en particulier ou autres pays de l'Europe. C'est une conception, ou plutôt une déviation, des sommets à propos de laquelle j'ai cru devoir alerter les chefs d'Etat et de gouvernement et l'opinion publique. Je maintiens cette position, étant entendu que je dois reconnaître que l'on a tenu compte sérieusement de cette observation depuis le Sommet de Londres, Bonn, Tokyo, Venise maintenant et j'espère que cela va continuer.\

QUESTION.- Je pose ma question en anglais parce que mon français n'est vraiment pas à la hauteur. J'ai deux questions très brèves et la première, c'est que votre pays a beaucoup d'armes très modernes, des avions, des missiles, etc.. Est-ce qu'on peut vraiment être sûr que ces armes très sophistiquées ne risquent pas de se retrouver entre les mains de régimes qui pourraient être dangereux pour le monde occidental ! Deuxième question : quelle est la position officielle de la France sur les problèmes de l'Afrique du Sud ?

- LE PRESIDENT.- En ce qui concerne votre deuxième question, beaucoup de déclarations qui engagent le gouvernement et la France ont été faites au cours de ces derniers mois et les déclarations si elles ne suffisent pas, ce que je conçois, il y a eu les votes au sein de la Communauté européenne, les votes dans les différentes institutions internationales. La France a accepté et préconisé des sanctions économiques à l'égard de l'Afrique du Sud et elle a pris des dispositions qui n'ont pas été suivies au demeurant par quelques-uns de ses partenaires et non plus par d'autres pays sur d'autres continents. Donc nous refusons, à l'évidence, l'apartheid et les conséquences qu'il entraîne. Nous sommes tout à fait à l'unisson de nos amis des Etats africains qui estiment ne pas devoir accepter cette ségrégation qui va contre les lois de l'humanité.\

` Réponse sur les ventes d'armes `

- Sur la première `question`, il est difficile de saisir par ce biais, le problème des armements. Si vous voulez savoir que la France n'est pas prête à livrer des armes, le cas échéant atomiques, mais nous ne livrons pas d'armes atomiques, nous vendons parfois, nous ne sommes pas les seuls, des centrales nucléaires et des centrales avec l'atome civil mais comme il peut y avoir par des procédés très connus, un passage de l'atome civil à l'atome militaire, une agence internationale de contrôle a été créée, et l'une des conditions que pose la France dans chacun des contrats qu'elle signe avec un partenaire, c'est la soumission de cette nouvelle centrale dans ce nouveau pays, aux dispositions de l'agence internationale de contrôle. C'est d'ailleurs pour cela que nous n'avons pas vendu de centrale nucléaire à quelques pays qui refusaient de souscrire à cette obligation. Voilà notre position.

- QUESTION.- Lorsque vous avez parlé avec notre Premier ministre tout à l'heure, est-ce que vous avez par hasard, parlé de tel ou tel investissement industriel que la France allait faire dans l'Ontario par exemple une usine automobile. Est-ce que c'est prévu dans l'avenir ?

- LE PRESIDENT.- Nous n'en sommes pas là. J'ai vu le Premier ministre une demi-heure et cette première demi-heure a permis d'une part le temps des civilités, de faire connaissance, d'échanger quelques propos de caractère politique ou de caractère général, et d'autre part de dessiner d'autres thèmes pour la suite de notre conversation qui aura lieu ce soir.\

QUESTION.- Monsieur le Président, j'ai eu l'honneur d'assister à votre conférence de presse, je suis lilloise...

- LE PRESIDENT.- Ah vous n'êtes pas journaliste ?

QUESTION (incompréhensible)

- QUESTION.- (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Vous avez tout à fait raison...

- QUESTION.- J'en arrive à la question principale, je souhaiterais savoir dans le -cadre des échanges économiques et...

- LE PRESIDENT.- Chaque pays, madame, a ses lois qui engagent sa souveraineté. Si ces lois comportent des discriminations notamment à l'égard des Français, il nous faut intervenir. S'il n'y a pas de discrimination, nous pouvons difficilement demander que les Français soient traités en dehors des dispositions législatives de chaque Etat. Cette réflexion vaut pour le Canada comme pour tout autre pays. Donc, je ne veux pas parler de ces questions en termes généraux.

- Personnellement, j'en ai fini, mais puisque la télévision a retransmis notre conversation, je voudrais que les habitants de l'Ontario, de Toronto mais aussi de l'ensemble des Etats que j'ai visités, du Canada tout entier et particulièrement de notre ami privilégié, le Québec, connaissent ma gratitude pour l'accueil que j'ai reçu au nom de la France. J'ai trouvé là partout un peuple sympathique, avenant, intelligent et travailleur, c'est très profitable pour moi et j'espère que ce sera profitable et pour la France et pour ses partenaires.\